ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

EXTRAIT DE PÉTITION

(Article 64 du Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 459 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE le projet de Charte des valeurs, tel que présenté, en lui-même par sa forme, crée des injustices et réfute les droits protégés par les chartes canadienne et québécoise à tout individu d'afficher ses croyances religieuses;

CONSIDÉRANT QU'une telle situation amènera tout le Québec dans un chaos juridique interminable et extrêmement coûteux pour ses citoyens et citoyennes déjà trop fortement taxés ;

CONSIDÉRANT QU'une telle Charte amènera inévitablement des inégalités et des injustices, en permettant, de façon subjective à l'un et en refusant à l'autre, selon la catégorie de gens, le port de signes religieux;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de l'expression et de la démonstration spirituelle, du sentiment religieux ou de son absence totale ou partielle, de ses croyances ou non-croyances fait partie intégrante et sans aucune restriction des droits individuels et collectifs protégés par nos chartes canadienne et québécoise;

CONSIDÉRANT QUE nous croyons sincèrement :

- Qu'une telle Charte, en tenant l'un dans l'ignorance de l'autre, divisera et créera des tensions insoutenables;
- Que de ne pas permettre de connaître ses différences, pourtant si évidentes, amènera nos générations futures à toute sortes d'intolérances, d'injustices et de frustration sociales;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

C'est pourquoi nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec d'abandonner son projet de Charte des valeurs québécoises et d'ainsi démontrer au reste du Canada et au monde entier notre différence en tant que peuple d'accueil, tolérant et respectueux des diversités qui font sa richesse autant culturelle, sociale et économique.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Christine St-Pierre, députée de l'Acadie

12/11/2013

Date de signature de l'extrait